ABATTOIR DUCHEMANN ET GRONDIN

TRIBUNAL DE COMMERCE
SAINT PIERRE (REUNION)
DEPOT DU : 08/01/2010
N° : 2010 A 46
RC : 2005 B 25

Société à responsabilité limitée
au capital de 30 000 euros
Siège social : 83 Route de Grand Coude
97480 Saint Joseph
RCS Saint Pierre 480 258 938

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE

EXTRAORDINAIRE DU 16 NOVEMBRE 2009

L'an deux mille neuf, et le seize novembre, à dix heures trente, les associés se sont réunis au siège social, en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Sont présents ou représentés :

– Monsieur Jacques DUCHEMANN, propriétaire de cent cinquante trois parts

ci ..... 153 parts

– Monsieur Joseph GRONDIN, propriétaire de cent quarante sept parts

ci ..... 147 parts

Total des parts présentes ou représentées : 300 parts en pleine propriété sur les 300 parts composant le capital social.

Monsieur Jacques DUCHEMANN préside la séance en qualité de Gérant associé.

Le Président constate que tous les associés sont présents ou représentés ; en conséquence, l'assemblée peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- les copies des lettres de convocation ;
- le rapport de la gérance ;
- le texte des résolutions proposées.

Il déclare que ces mêmes pièces ont été communiquées aux associés non-gérants plus de quinze jours avant la date de la présente réunion, et qu'ils ont eu la possibilité de poser, pendant ce même délai, toutes questions au Gérant, ce dont l'assemblée lui donne acte.

Puis le Président rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

– Augmentation du capital social par incorporation de réserves.
– *Modification corrélative des statuts.*
– Pouvoirs en vue des formalités.

Puis le Président donne lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.

GO DC

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital d'une somme de **quatre vingt mille (80 000) euros** pour le porter de 30 000 euros, à 110 000 euros par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte « AUTRES RESERVES ».

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de 800 parts nouvelles de cent euros, soit de même montant nominal que les anciennes parts sociales, attribuées gratuitement aux associés en proportion de leurs droits dans les réserves.

Après accord de tous les associés sur les éventuels rompus, les parts nouvelles se trouvent attribuées de la manière suivante :

Monsieur DUCHEMANN Jacques Cédric à concurrence 408 parts nouvelles,

numérotées de 301 à 708, ci : 408 parts.

Monsieur GRONDIN Joseph Olivier à concurrence 392 parts nouvelles,

numérotées de 709 à 1 100, ci : 392 parts.

Total égal au nombre de parts attribuées : 800 parts nouvelles.

Les parts nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits, à compter de ce jour.

Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts :

« **ARTICLE 6 – Apports** ***(modifié par décision de l'AGE du 16 novembre 2009)***

Il a été apporté au capital de la Société :

– lors de la constitution, une somme de trente mille euros ;
– Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 16 novembre 2009, le capital social a été augmenté d'une somme de 80 000 euros par incorporation de réserves. »

« **ARTICLE 7 – Capital social** ***(modifié par décision de l'AGE du 16 novembre 2009)***

Le capital social est fixé à la somme de cent dix mille (110 000) euros.

Il est divisé en mille cent (1 100) parts sociales de 100 euros chacune, numérotées de 1 à 1 100, libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs droits, savoir :

Monsieur DUCHEMANN Jacques Cédric à concurrence cinq cent soixante et une (561) parts,

numérotées de 1 à 153, et de 301 à 708, ci : 561 parts.

Monsieur GRONDIN Joseph Olivier à concurrence cinq cent trente neuf (539) parts,

numérotées de 154 à 300, et de 709 à 1 100, ci : 539 parts.

GO DC

Total égal au nombre de parts composant le capital social 1 100 parts.

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes libérées intégralement. »

Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités nécessaires.

Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à onze heures. De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Gérant et par l'associé présent

Jacques DUCHEMANN :

Joseph GRONDIN :

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES ST PIERRE
Le 09/12/2009 Bordereau n°2009/1 443 Case n°4 **Ext 4014**
Enregistrement : 375 € **Pénalités :**
Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros
Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros
L'Agent

Mme Liliane PAYET
Contrôleuse Principale

ABATTOIR DUCHEMANN ET GRONDIN

Société à responsabilité limitée
au capital de 110 000 euros

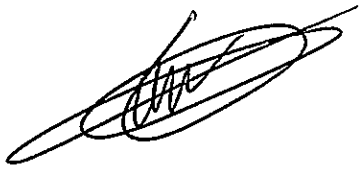
Siège social : 83 Route de Grand Coude
97480 Saint Joseph

RCS Saint Pierre 480 258 938

STATUTS

MIS A JOUR AU 16 NOVEMBRE 2009.

« Certifiés Conformes par la gérance »



LISTE DES MODIFICATIONS INTERVENUES AU COURS DE LA VIE SOCIALE

Date de la modification	Objet	Articles modifiés
16 novembre 2009	APPORTS	6
16 novembre 2009	CAPITAL	7

DC

ARTICLE 6 – APPORTS

ARTICLE 6. APPORTS ***(modifié par décision de l'AGE du 16 novembre 2009)***

Il a été apporté au capital de la Société :

– lors de la constitution, une somme de trente mille euros ;

– Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 16 novembre 2009, le capital social a été augmenté d'une somme de 80 000 euros par incorporation de réserves. »



ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL *(modifié par décision de l'AGE du 16 novembre 2009)*

« Le capital social est fixé à la somme de **cent dix mille (110 000) euros**.

Il est divisé en mille cent (1 100) parts sociales de 100 euros chacune, numérotées de 1 à 1 100, libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs droits, savoir :

Monsieur DUCHEMANN Jacques Cédric à concurrence cinq cent soixante et une (561) parts, numérotées de 1 à 153, et de 301 à 708,
ci : 561 parts.

Monsieur GRONDIN Joseph Olivier à concurrence cinq cent trente neuf (539) parts, numérotées de 154 à 300, et de 709 à 1 100,
ci : 539 parts.

Total égal au nombre de parts composant le capital social 1 100 parts.

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes libérées intégralement. »



S.A.R.L
"ABATTOIR DUCHEMANN ET GRONDIN"
AU CAPITAL SOCIAL DE 30.000 EUROS

STATUTS

Entre les soussignés :

Monsieur **DUCHEMANN Jacques Cédric**

né le 15 mai 1976 à SAINT-JOSEPH (REUNION)

de nationalité française

demeurant au n°50 bis rue Amélie Lebon Jean Petit

97480 SAINT-JOSEPH

Epoux de Mademoiselle DIJOUX Erika, avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté de meubles et acquets (ancienne communauté légale) à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à la mairie de St-Joseph (REUNION) le 16 octobre 2004.

Monsieur **GRONDIN Joseph Olivier**

né le 09 août 1975 à SAINT-JOSEPH (REUNION)

de nationalité française

demeurant au n°83 route de Grand Coude

97480 SAINT-JOSEPH

Célibataire

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Il est formé une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois en vigueur et notamment par les articles L223-1 et suivants du code de commerce ainsi que par les présents statuts.

Les conjoints des associés mariés sous le régime de la communauté ont été dûment avertis conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, de l'apport fait par leur conjoint au moyen de deniers appartenant à la communauté.

ART 1 : OBJET

La Société a pour objet en tous pays : **l'Abattage, la Découpe et la Transformation de volailles ainsi que leur commercialisation,**

et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ART 2 : DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de sa date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ART 3 : EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre. Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2005.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ART 4 : DENOMINATION

La Société a pour dénomination sociale :
ABATTOIR DUCHEMANN ET GRONDIN

Et pour sigle : **A.D.G**

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Sociétés à Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL" avec l'énonciation du capital social.

ART 5 : LE SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : **N°83 route de Grand Coude**
97480 SAINT-JOSEPH

Il pourra être transféré en tout endroit du même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs par décision des associés.

ART 6 : APPORTS

Apports en numéraire

Monsieur **DUCHEMANN Jacques Cédric**
apporte la somme de quinze mille trois cents euros (15300 euros);

Monsieur **GRONDIN Joseph Olivier**
apporte la somme de quatorze mille sept cents euros (14700 euros);

Total des apports en numéraire : 30 000 euros;

Laquelle somme de trente mille euros est actuellement déposée à la banque du CREDIT AGRICOLE à un compte ouvert au nom de la société en formation, à l' ***AGENCE DU CREDIT AGRICOLE DE SAINT JOSEPH***

Cette somme sera retirée par la gérance de la société sur présentation du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ART 7 : CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 30 000 euros. Il est divisé en trois cents parts (300) de cents euros (100 euros) chacune, entièrement souscrites et libérées, et réparties entre les associés en proportion de leurs apports à savoir :

M.**DUCHEMANN Jacques Cédric** à concurrence de 153 parts , portant les numéros 1 à 153 ;

M.**GRONDIN Joseph Olivier** à concurrence de 147 parts, portant les numéros 154 à 300.

ART 8 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

ART 9 : FORME DES CESSIONS DE PARTS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette

dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

ART 10 : AGREMENT DES TIERS

Les parts sociales sont librement cessibles entre :

- M. **DUCHEMANN Jacques Cédric**

- M.**GRONDIN Joseph Olivier**

Elles ne peuvent être transmises à des tiers, autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

ART 11 : DECES D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 10 des présents statuts.

ART : 12 REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

ART : 13 GERANCE

La société est administrée par une ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le ou les gérants(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision :
- des associés représentant plus de la moitié des parts sociales ;
- ou de l'associé unique en cas d'EURL.

Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

ART : 14 POUVOIRS ET RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.
Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ART 15 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Dès que la société dépasse deux des trois seuils suivants :

- chiffre d'affaires hors taxes supérieur ou égal à 3 100 000 euros ;
- total du bilan supérieur ou égal à 1 550 000 euros ;
- nombre moyen de salariés supérieur ou égal à 50 ;

les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

ART 16 : CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateurs, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ART 17 : CONVENTIONS INTERDITES

Sous peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ART 18 : COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 16. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

ART 19: DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises aux lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

ART 20 : PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que

les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ART 21 : APPROBATION DES COMPTES

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'associé unique, le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes dans le délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

ART 22: DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés qui ne concernent ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombres des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ART 23 : DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification de statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Losque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements d'un associé;

- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ;

- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales pour toutes les autres décisions extraordinaires ;

- et, exceptionnellement, par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales pour les augmentations de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

ART 24 : CONSULTATIONS ECRITES - DECISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 22 et 23 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

ART 25: AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5% pour constituer le fonds de réserve légale, l'assemblée générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'assemblée générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

ART 26 : TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ART 27 : DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ART 28 : CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatres mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ART 29 : CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

ART 30 : NOMINATION DU PREMIER GERANT

Est nommé premier gérant de la société, pour une durée indéterminée :

- M. **DUCHEMANN Jacques Cédric**

Demeurant au : N°50 bis rue Amélie Lebon Jean Petit
97480 SAINT-JOSEPH

Monsieur **DUCHEMANN Jacques Cédric** déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à sa nomination.

ART 31 : AUTORISATION D'ENGAGEMENTS PREALABLES ET/OU POSTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS

Dès à présent, Monsieur **DUCHEMANN Jacques Cédric** appelé à exercer la gérance de la société, est autorisé à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. Après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis, lors de la prochaine consultation, aux associés, qui statueront aux conditions de majorité propres aux décisions collectives ordinaires. L'approbation emportera de plein droit, reprise par la société desdits actes et engagements sui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société.

ART 32 : JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE-PUBLICITE-POUVOIRS-FRAIS

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En vue d'obtenir cette immatriculation, les soussignés seront tenus de souscrire et de déposer au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social, la déclaration de conformité prescrite par la loi.

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales du département du siège social. Toutes les fois que cela sera compatible avec les prescriptions de la loi, les mêmes pouvoirs

seront donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes.

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites, incombent conjointement et solidairement aux associés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans un délai de cinq ans.

ART 33 : INTERVENTION DU CONJOINT

Madame **DUCHEMANN Erika** intervient aux présentes pour satisfaire, en tant que de besoin, aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil.

Madame **DUCHEMANN Erika** déclare avoir été dûment informé de l'apport effectué par Monsieur **DUCHEMANN Jacques Cédric** (son conjoint) et renoncer à devenir personnellement associé de la société.

Fait en autant d'originaux que requis par la loi.

Fait à : SAINT-JOSEPH
le : 21 Décembre 2004

en 6 exemplaires originaux,

M. DUCHEMANN Jacques Cédric
"Lu et approuvé"
Bon pour acceptation
des fonctions de gérant
lu et approuvé
Bon pour acceptation
des Fonctions de gérant
Duchemann

M. GRONDIN Joseph Olivier
"Lu et approuvé"
lu et approuvé

Enregistré à : RECETTE ELARGIE DE ST PIERRE
Le 22/12/2004 Bordereau n°2004/870 Case n°20 Ext 3222
Enregistrement : Exonéré
Timbre : Exonéré
Total liquidé : zéro euro
L'Inspecteur départemental

Serge BONNEMAYRE
Contrôleur des Impôts
02 62 35 98

Mme DUCHEMANN Erika
"Lu et approuvé"

lu et approuvé.